

Chapitre 1 : La République et la citoyenneté

I. Les valeurs, les principes et les symboles de la République

Numérotez chaque document au symbole correspondant. Faites une recherche sur l'origine de ce symbole et sa signification... (Vous pouvez vous aider du livre p.368-369 et de <http://www.elysee.fr/la-presidence/les-symboles-de-la-republique-francaise/>)

1) Les symboles de la République

1. La fête nationale

= **14 juillet**

Date de création : 1880

Signification : **prise de la bastille (14/7/1789) et fête de la Fédération (14/7/1790)**

4



5

2. L'hymne

= **La Marseillaise**

De Rouget de Lisle

Date de création : 1792

Signification : **défense de la patrie et de la République**

4. Le drapeau

= **Bleu, Blanc, Rouge**

Date de création : 1789

Signification : **bleu et rouge = Paris
Blanc = monarchie**

3. La devise

= **Liberté, Egalité, Fraternité**

Date de création : **la Révolution**

Signification : **République basée sur des droits fondamentaux.**

8



3

5. Marianne

Date de création : **Révolution**

Signification : **allégorie de la République et de la liberté**

2



1

6. Le Panthéon

= **Monument parisien**

Date de création : **XVIIIème siècle (1791)**

Signification : **consacré à la mémoire des grands hommes de la nation.**

7. L'emblème sportif

Le coq

Siècle de création : **moyen âge et XIXème siècle**

Signification : **la Gaule**

7



6

8. Le sceau

Date de création : 1848

Signification : **sert à cacheter les documents officiels comme la Constitution.**

I. Les valeurs, les principes et les symboles de la République

2) Valeurs et principes de la République

Extrait de la Constitution de la Vème République

PRÉAMBULE

Le peuple français proclame solennellement son attachement aux Droits de l'homme et aux principes de la souveraineté nationale tels qu'ils ont été définis par la Déclaration de 1789, confirmée et complétée par le préambule de la Constitution de 1946, ainsi qu'aux droits et devoirs définis dans la Charte de l'environnement de 2004.

Article premier

En vertu de ces principes et de celui de la libre détermination des peuples, la République offre aux territoires d'outre-mer qui manifestent la volonté d'y adhérer des institutions nouvelles fondées sur l'idéal commun de liberté, d'égalité et de fraternité et conçues en vue de leur évolution démocratique.

Relevez dans le préambule de la Constitution les **valeurs** sur lesquelles sont basées la République française :

Droits de l'Homme : liberté, égalité, fraternité; environnement ; démocratie.

L'article 1^{er} affirme 5 grands principes républicains : la République est indivisible, la laïcité, la république démocratique et sociale, la parité hommes-femmes.

a) La République est indivisible

L'exemple de la langue française : Répondre aux questions 1, 2, 3 et 4 p. 371 du manuel.

1) Doit-on inscrire les langues régionales dans la Constitution ?

Arguments pour : source de richesse (fait partie du patrimoine) et pas un danger pour l'unité du pays.

Arguments contre : atteinte à l'unité du pays (une seule langue).

Les jeunes maîtrisent déjà mal le Français.

2) François Ier impose le Français dans tous les documents officiels. Son but est de renforcer l'unité de la France et l'autorité royale.

3) Car la loi Toubon de 1994, article 2, oblige d'écrire les publicités en Français.

4) Le breton est appris dans certaines écoles.

Résumé fait en classe :

La République est indivisible, cela veut dire :

- L'égalité de tous les citoyens.
- L'unité du territoire.
- Une seule langue officielle pour tous;

Conséquence : La loi est la même pour tous, sur tout le territoire.

b) La République est laïque

Ce que dit la loi



• Loi de séparation des Églises et de l'État, 1905

Art. 1. « La République assure la liberté de conscience. Elle garantit le libre exercice des cultes. »

Art. 2. « La République ne reconnaît, ne salarie ni ne subventionne aucun culte. »

• Code de l'Éducation

Art. L.141-5-1. (ajouté par la loi du 15 mars 2004)

« Dans les écoles, les collèges et les lycées publics, le port de signes ou tenues par lesquels les élèves manifestent ostensiblement une appartenance religieuse est interdit. Le règlement intérieur rappelle que la mise en œuvre d'une procédure disciplinaire est précédée d'un dialogue avec l'élève. »



De quand date la loi qui coupe les liens entre les Églises chrétiennes et l'État ?

1905

Quelle liberté garantit-elle à cette occasion ?

Libertés de conscience et de culte.

En conséquence, qu'est-ce que l'État ne fait plus ?

Il ne salarie plus les prêtres et ne subventionne plus les Églises.

Quelle est la conséquence de la laïcité dans les établissements scolaires ?

Les tenues ou signes religieux visibles sont interdits.

c) La République est démocratique (Voir partie III et chapitre 2)

Doc. 3 p. 373 : Qu'est-ce que la PMI ?

Protection Maternelle et Infantile

Quelles sont ses activités ?

Informations sur la santé, consultations médicales...

Pourquoi est-elle gratuite ? Car elle s'adresse aux personnes qui n'ont pas les moyens et c'est secret (pour les moins de 18 ans notamment).

e) La parité hommes-femmes

Est-ce que la parité homme-femme a progressé à l'Assemblée nationale depuis 1958 ?

Oui. Il n'y avait que 1,3 % de députés en 1958.

Pourquoi peut-on dire qu'il reste du chemin à faire ?

Car seulement 27 % des députés sont des femmes en 2012. Alors qu'il y a 40% de candidates.

d) La République est sociale

Part des femmes candidates et élues à l'Assemblée nationale en 2012

en %

Années	Part des femmes parmi les candidats	Part des femmes parmi les élus
1958	2,3	1,3
1962	2,4	1,7
1967	2,9	1,9
1968	3,3	1,7
1973	6,6	1,7
1978	16,3	4,0
1981	13,1	5,5
1986	25,1	5,8
1988	11,9	5,6
1993	19,5	5,9
1997	23,2	10,8
2002	39,3	12,1
2007	41,6	18,5
2012	40,0	26,9

Champ : France.

Source : ministère de l'Intérieur.

Résumé fait en classe :

- Depuis la loi de séparation de l'Église et de l'État de 1905, la France est laïque (liberté religieuse, pas de lien État-Églises).
- La République est sociale = solidaire pour réduire les inégalités (Sécurité sociale, école gratuite, RSA...).
- La parité homme-femme dans la vie politique et sociale est un principe récent dur à appliquer.

II. Nationalité et citoyenneté

1) La nationalité française

Résumé : D'après la loi de 1998, on peut obtenir la nationalité française de plusieurs manières :

- automatiquement à la naissance avec le droit du sang ;
- par déclaration pour un enfant né en France (droit du sol).
- Par déclaration après 4 ans de mariage ;
- par naturalisation.

Répondez aux questions 1 à 5 p. 379, puis à la dernière question : Expliquez comment on acquiert la nationalité française ? (sans précisez les droits et les devoirs).

- 1) Ils veulent pouvoir voter, militer, s'engager ; se sentir français. En France, il y a la liberté.
- 2) 4 modes d'acquisition : par filiation, par lieu de naissance, par déclaration, par décret de naturalisation.
- 3) Le droit du sang, c'est la filiation
Le droit du sol, c'est le lieu de naissance.
- 4) Par décret de naturalisation (ou par déclaration),
- 5) Devenir citoyen, c'est accepter les valeurs et principes de la République, c'est bénéficier de droits.
Mais, c'est aussi avoir des devoirs comme défendre le pays.

2) La citoyenneté française

Etre citoyen français, c'est avoir des droits mais aussi des devoirs.

Définition de la citoyenneté française

En principe, sont citoyens français les personnes ayant la nationalité française et jouissant de leurs droits civils et politiques (ex. : droit de vote). En effet, la qualité de citoyen est d'abord liée à la détention de la nationalité. Ce lien est très fort en France [...]. Il faut rappeler que la citoyenneté [...] est également un ensemble de rôles sociaux et de qualités morales.
E. Arkwright et M. Delamarre, *Citoyenneté et vie démocratique*, La Documentation française, 2005, pp. 7 et 8.

Complétez le tableau ci-dessous en mettant au bon endroit les éléments suivants : droit de vote, payer des impôts, liberté d'expression, respecter les lois, droit à l'instruction, droit de se présenter aux élections, droit à la santé, faire preuve de civisme, liberté de circulation, défendre son pays, droit à la vie privée, droit à la vie privée.

Droits politiques	Droits civils	Droits sociaux	Devoirs
droit de vote droit de se présenter aux élections	liberté d'expression liberté de circulation droit à la vie privée droit à la vie privée	droit à l'instruction droit à la santé	payer des impôts respecter les lois faire preuve de civisme défendre son pays

Pour être citoyen français, il faut :

- Avoir la nationalité
- Avoir 18 ans
- Jouir de ses droits civils et politiques

3) La citoyenneté européenne

Etre citoyen européen, c'est être citoyen dans un des 27 Etats de l'Union européenne.

Être citoyen allemand

Selon le Code de la nationalité

Tout enfant dont les deux parents sont allemands est allemand à la naissance. Depuis le 1^{er} janvier 2000, les enfants d'étrangers nés en Allemagne, et dont l'un des parents y réside régulièrement depuis plus de huit ans, obtiennent la nationalité allemande à la naissance. Mais, à 23 ans, ils devront choisir entre leur nationalité d'origine et la nationalité allemande qui leur avaient été attribuées à la naissance.

Être citoyen britannique

Tout enfant né d'un parent britannique qui réside au Royaume-Uni est britannique.

Tout enfant né au Royaume-Uni d'un parent non britannique, mais résidant au Royaume-Uni, est britannique.

Chaque Etat a ses propres règles pour obtenir la nationalité. L'Allemagne est plus restrictive que la France car :
Il faut les 2 parents allemands ou être né en Allemagne de parents vivant depuis 8 ans en Allemagne.
Le Royaume Uni est plus ouvert que la France car :
Un seul parent britannique suffit ou bien naître au Royaume-Uni.
Les conditions de naturalisation sont très variées selon les pays.

Complétez le cours à droite

Répondez aux questions 1, 2 et 4 p. 381

Etre citoyen européen, c'est avoir de nouveaux droits.

- 1) Cécile Couvreur est belge et vit en France. Elle s'engage en se représentant aux élections pour « faire avancer les choses ».
- 2) Le traité de Maastricht de 1992 (article 8 B)
- 4) Les citoyens européens sont les citoyens des Etats membres de l'Union européenne (UE).

Les droits des citoyens européens sont : - vote et éligibilité aux élections municipales et euro.

- Droit de circuler et séjourner dans les états membres.
- Droit de pétition devant le Parlement euro.
- Protection diplomatique de tout Etat membre.

Résumé fait en classe : L'Union Européenne a été créée par le traité de Maastricht de 1992. Cela permet :

- d'être citoyen européen.
- de circuler et séjourner librement dans un des 27 Etats de l'UE.
- de voter et d'être éligible aux élections municipales et européennes du pays de résidence.
- de faire des pétitions devant le Parlement européen.

III. Le droit de vote

1) Histoire d'un droit

A l'aide des documents 3 et 4 p. 389, compléter ce tableau des principales étapes d'extension du droit de vote en France.

1789	1791	1848	1944	1974	1992
La souveraineté de la nation remplace la souveraineté royale	Le suffrage censitaire	Le suffrage universel masculin	Le droit de vote des femmes	Majorité à 18 ans (au lieu de 21 ans)	Droit de vote des citoyens européens

2) Comment ça marche ?

Texte 2 p. 388, art.3 de la constitution

Quelles sont les conditions pour être électeur ?
 La nationalité française, avoir 18 ans, jouir de ses droits civils et politiques.
 Pourquoi le suffrage doit-il être égal et secret ?
 Pour garantir une élection équitable et honnête. (égal signifie que chaque vote compte une voix).

Suffrage censitaire : le vote se fait en fonction de la fortune.
Suffrage universel : tout le monde vote.

Dépouillement (comptage des votes) et résultat

Le parcours de l'électeur:

Inscription sur les listes électorales

Vérification de l'identité et de la carte électorale

L'électeur prend les bulletins

Isoloir

bulletin dans l'enveloppe

enveloppe dans l'urne

Compléter les cases sur le parcours de l'électeur dans le bon ordre à l'aide du doc. 3 p. 391 et des textes suivants : Inscription sur les listes électorales ; Vérification de l'identité et de la carte électorale ; L'électeur prend les bulletins ; Isoloir ; bulletin dans l'enveloppe ; enveloppe dans l'urne ; Signature de l'électeur ; Dépouillement (comptage des votes) et résultat.

Perdre ses droits civiques :

Texte 1 p. 390 :

Quelle fraude a eu lieu lors de cette élection ?
 Le président du bureau de vote a caché des bulletins dans ses chaussettes!
 Quelle est la conséquence pour l'élection ?
 L'élection est annulée et il y a donc un nouveau vote.
 Quelle est la condamnation du fraudeur ?
 Le fraudeur est condamné à 3000€ d'amende, un an de prison avec sursis ET 3 ans de privations de ses droits civiques.

Observe ce schéma des différentes élections en France, puis complète les trous de la leçon avec les bons mots.

Pour chaque élection, il y a des règles qui s'appliquent. Le suffrage (vote) est la plupart du temps direct, comme pour l'élection du **président de la République** et de l'**Assemblée nationale**. Quand il est indirect, les électeurs n'élisent pas directement leurs représentants comme pour les **sénateurs** ou le **maire**.

Les électeurs peuvent voter pour un seul candidat en 2 tours, c'est le scrutin majoritaire. C'est le cas pour l'élection du **président de la République** et **des députés à l'Assemblée nationale**.

Les électeurs votent pour une liste de candidats pour les élections **municipales** et les élections **européennes**.

Des définitions pour t'aider

Abstention : fait de ne pas voter à une élection

Vote blanc : vote avec une enveloppe vide.

Suffrage universel direct : l'électeur élit directement le ou les élus.

Suffrage universel indirect : l'électeur vote pour des représentants, les Grands électeurs, qui élisent ensuite les élus.

Scrutin majoritaire uninominal à deux tours : l'électeur vote pour un seul candidat, en deux tours : les deux candidats arrivés en tête au premier tour s'affrontent au second tour.

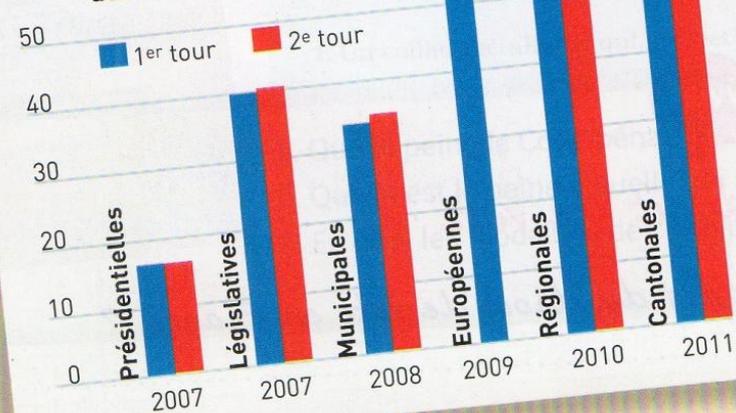
Scrutin proportionnel de liste : l'électeur vote pour une liste de candidats. Les sièges sont attribués en proportion du nombre de voix obtenues.

3) Le vote en débats ?

Certains sujets liés au vote sont débattus aujourd'hui. Faut-il accorder le droit de vote aux étrangers pour les élections municipales. Pour lutter contre l'abstention, faut-il rendre le vote obligatoire ?

Un constat

Abstention lors des dernières élections



Lors de quelle élection y-a-t-il le moins d'abstention ?

Lors des élections présidentielles,

Dans quels cas, moins de la moitié des Français ont-ils voté ?

Lors des élections européennes, des élections cantonales et au 1^{er} tour des élections régionales.

En quoi cela pose-t-il un problème de démocratie ?

Les personnes élues qui dirigent et prennent des décisions pour les Français le sont par une minorité d'habitants. Pourtant, ils représentent tout le monde...

Faut-il rendre le vote obligatoire comme en Belgique ? Donne au moins un argument à ta réponse.

Avis personnel.

En France, le vote est un droit sans qu'il y ait obligation de voter. Cependant, c'est un devoir civique. La forte abstention aux élections interroge sur le fonctionnement de la démocratie en France et sur l'intérêt des Français pour la politique et la direction de leur pays.